

Des voix: Bravo!

M. Sharp: Le public accepterait l'analyse faite hier par le premier ministre soit que les salaires seraient bloqués à la baisse et les prix à la hausse. Lors du congrès des conservateurs tenu récemment, nous avons tous constaté que lorsque le problème du contrôle des prix et revenus est venu sur le tapis, on eut vite fait de l'escamoter pour éviter que la dissension ne devienne trop évidente, pour conserver les apparences de l'unité même si de fait le parti est profondément divisé sur la question.

Des voix: Oh, oh!

M. Sharp: J'appelle l'attention de la Chambre, non seulement sur les divisions qui existent au sein de l'aile fédérale du parti, mais aussi permettez-moi à ce propos de rapporter ce que le premier ministre d'Alberta a dit là-dessus. Il a déclaré que le contrôle des prix et des salaires demandé par le parti fédéral pour juguler l'inflation nuirait aux retraités et aux personnes à revenus fixes. En d'autres termes, M. Lougheed préférerait que le parti adopte une autre plate-forme pour faire campagne. Alors ils se replient sur cette vague banalité, la politique des revenus. Je mets au défi le chef de l'opposition de dire, dans le discours qu'il va faire, j'en suis persuadé quand j'aurai repris mon siège, de définir sa position en termes compréhensibles, à condition, bien sûr, qu'il ait compris le conseil que lui a donné le député de Don Valley.

Permettez-moi maintenant d'énoncer la ligne adoptée par le gouvernement sur cette question, pour qu'il ne puisse subsister aucun doute sur notre position. Nous sommes contre l'application générale d'un contrôle des prix et des salaires comme instrument de lutte contre la forte inflation qui sévit actuellement dans le monde comme au Canada. A notre avis, ce régime n'aurait pas les résultats voulus. Il créerait de graves malaises sociaux puisqu'il ne serait pas possible de l'appliquer de façon globale et uniforme. Il y aurait des pénuries et il faudrait abandonner ce système au plus vite; cela n'aurait fait qu'empirer la situation.

M. Gillies: Dans quel autre pays l'inflation atteint-elle 11 p. 100?

M. Sharp: J'en arrive à l'autre partie des critiques du parti conservateur à l'endroit du budget, la position qu'il adopte à l'égard de la politique fiscale et monétaire. Permettez que j'évoque brièvement l'attitude des conservateurs sur cette question depuis l'élection du Parlement actuel il y a 18 mois. Je retourne au 20 novembre 1972, lorsque le député de Don Valley s'était adressé au club Empire de Toronto. Il avait prétendu que la politique fiscale et monétaire devrait être fortement expansionniste. Lors du débat sur le budget le 23 février 1973, le chef de l'opposition avait déclaré:

Il ne s'agit pas ici d'un budget progressif, encore moins d'un budget inspiré... C'est de la pure fantaisie de la part du ministre des Finances que de déclarer que ce budget est expansionniste et qu'il permettra de créer les emplois nécessaires pour enrayer suffisamment le chômage.

Le député de Don Valley a soutenu que le déficit prévu dans le budget «a peu de chances de faire progresser l'économie du pays autant qu'il le devrait.» Il s'est montré particulièrement sceptique à l'égard des prévisions budgétaires selon lesquelles 300,000 nouveaux emplois seraient créés en 1973. Le chiffre réel, comme la Chambre le sait, est 430,000 emplois.

M. Diefenbaker: Vous pouvez vous tortiller tant que vous voudrez, mais vous êtes dans le pétrin.

Le budget—M. Sharp

M. Sharp: Toutefois, il a ajouté qu'un gouvernement conservateur aurait présenté un budget déficitaire fondé sur les comptes nationaux, déficit deux fois et demie plus élevé que le déficit prévu par le ministre des Finances.

M. Trudeau: Il n'est pas étonnant qu'il n'ait pas pensé grand-chose de notre déficit budgétaire.

● (1550)

M. Sharp: C'est le même député qui hier encore dans le cours de son intervention tenait les propos suivants:

Il est vraiment difficile de croire que durant l'année où le taux de l'inflation a monté de 10 p. 100, le gouvernement canadien ait augmenté ses dépenses dans la proportion que nous savons.

J'en arrive à la question posée plus tôt au cours de la période des questions et à laquelle le ministre des Finances a répondu en disant que j'examinerais l'augmentation des dépenses de cette année par rapport à celles de l'année précédente. Le député de Don Valley, tout comme tant de ses collègues qui essaient de travestir les faits, a ensuite ajouté:

Dans le budget de cette année, on voit que le gouvernement va accroître ses recettes fiscales de 25 p. 100.

Regardons les chiffres des dépenses et les taxes dont il parle. Si on considère le chapitre des dépenses engagées par le gouvernement cette année, on voit qu'une très grande partie d'entre elles visent des mesures de lutte contre l'inflation par la compensation des augmentations de prix. Il y a beaucoup plus de dépenses qui ne proviennent pas du contribuable en général ayant trait à la péréquation des prix du pétrole à l'échelle nationale. J'ai fait faire certains calculs à ce sujet. Voyons, par exemple, d'après les comptes nationaux l'augmentation des dépenses se rattachant à la taxe d'exportation sur le pétrole et des dépenses connexes dans l'Est du Canada pour uniformiser le prix de ce produit. Le montant total s'élève à 1,240 millions de dollars. Ce sont des dépenses supplémentaires sous forme de paiements de péréquation aux provinces suite aux efforts du gouvernement pour uniformiser le prix du pétrole à l'étendue du pays et en contenir le prix dans l'Est du Canada.

Si on regarde les autres dépenses connexes de lutte contre l'inflation et les efforts du gouvernement en vue de l'enrayer et qu'on considère les dépenses par rapport aux totaux, ce que ferait tout critique honnête du gouvernement, l'augmentation totale par rapport à l'année dernière est de 10.9 p. 100. Ce n'est pas 26 p. 100, mais 10.9 p. 100, soit à peu près l'augmentation du produit national brut du pays.

Des voix: Bravo!

M. Sharp: J'aimerais revenir à ce revirement soudain de situation des politiques fiscales et monétaires. Le député d'Edmonton-Ouest, à l'occasion du débat sur le budget l'année dernière, avait été moins conservateur que le député de Don Valley. Il voulait augmenter les dépenses du gouvernement jusqu'à un déficit de 2½ milliards à 3 milliards de dollars. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner) a dit que ses collègues étaient beaucoup trop conservateurs et voulaient un déficit budgétaire de 4 milliards. Commentant le dernier rapport annuel de la Banque du Canada dans un communiqué, voici ce que le député de Don Valley avait à dire au nom de son parti: